

Article 31 du Règlement

visent qu'une chose, et c'est de cesser d'administrer les affaires du pays.

En effet, nous avons eu aujourd'hui une nouvelle preuve que l'infrastructure publique, d'importance cruciale pour le pays, a été mise aux enchères et que le gouvernement conservateur impute au Canada rural l'échec de ses mesures économiques.

La société Air Canada a été mise en vente. Et voilà que l'on vient d'en faire autant pour VIA Rail. Le service canadien des postes a lui aussi été mis en vente. Mais existe-t-il encore un service destiné au secteur public, qui n'ait pas été mis en vente?

Le ministre des Transports a déclaré que les lignes de chemin de fer menant aux localités éloignées seront conservées, en attendant cependant qu'on trouve de nouvelles mesures de rentabilisation, ce qui laisse la porte ouverte à de nouvelles compressions.

Le Canada rural est victime d'une braderie. Vendre VIA Rail pour que les investisseurs privés puissent satisfaire les caprices de ceux qui ont les moyens de voyager dans le luxe, c'est insulter les Canadiens vivant dans nos régions rurales. Nous ne saurons l'accepter.

* * *

LES PÊCHES

M. Peter L. McCreath (South Shore): Monsieur le Président, lundi dernier, j'ai visité la conserverie de la National Sea à Lockeport, en Nouvelle-Écosse. Cette usine moderne, bien équipée, mais vide, fait sur le visiteur une étrange impression. Les casques de sécurité sont accrochés aux murs. Les lumières des balances sont encore allumées. Tout est prêt pour la production sauf qu'il n'y a pas de poisson, donc pas de travailleurs.

Cette usine représente 55 p. 100 de l'assiette fiscale de Lockeport. Sans elle, la municipalité ne peut tout simplement pas survivre.

J'exhorte le comité spécial du Cabinet chargé d'examiner la situation des pêcheries sur la côte est de faire diligence pour déterminer quelle forme d'aide il convient d'accorder aux localités côtières comme Lockeport et Port-Mouton qui sont dans une situation extrêmement précaire.

* * *

[Français]

LE LIBRE-ÉCHANGE

M. Gilles Rocheleau (Hull—Aylmer): Monsieur le Président, le premier ministre se souviendra que dans le cadre de la dernière campagne électorale, il y a à peine un an, je me suis battu pour l'importance que j'accordais à ce que son gouvernement s'engage à défrayer le coût des programmes d'adaptation et de recyclage nécessaires aux entreprises avant d'aller de l'avant avec le libre-échange.

Le premier ministre se souviendra également de sa mémorable visite à l'usine Les Boiseries de l'Outaouais où il avait fait un bon *show* électoral en osant me traiter d'hypocrite parce que j'insistais pour que les programmes d'adaptation et de recyclage soient reconnus par son gouvernement. Aujourd'hui, la circonscription de Hull—Aylmer est frappée par la fermeture de Les Boiseries de l'Outaouais, et 60 familles sont touchées directement par ce drame.

Le premier ministre, qui avait cité Les Boiseries de l'Outaouais comme un modèle devant le défi que représente le libre-échange avec les États-Unis, dira-t-il ce qu'il entend faire à l'avenir pour stopper l'hémorragie de fermetures d'usines que nous vivons actuellement à la grandeur du pays? C'est ce que j'espère, monsieur le Président.

* * *

• (1410)

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

M. David Bjornson (Selkirk): Monsieur le Président, on a beaucoup entendu parler dernièrement de la qualité atroce de l'eau de la rivière Rouge. Des études effectuées récemment par divers organismes font état de niveaux extrêmement élevés de bactéries d'origine fécale dans la rivière.

La ville de Winnipeg a été accusée d'être la source de ce polluant, qui nuit énormément à la qualité de l'eau dans ma circonscription de Selkirk.

La rivière, qui a été la première voie navigable établie dans l'ouest du Canada, revêt une grande importance historique pour la région. Elle attire en outre les pêcheurs sportifs et les touristes créant ainsi des industries qui rapportent des millions de dollars.

Au nom de mes électeurs, j'exhorte le maire de Winnipeg et le ministre provincial de l'Environnement à conclure au plus vite une entente visant à améliorer la qualité de l'eau de la rivière Rouge. Ça suffit comme ça.